Sujet : « Le populisme est-il l'avenir de la démocratie ?

Dans L'Illusion populist, Pierre André Taguiff
affirme que l'utilisation d'un concept - en l'occurrence
celui de « populisme » - évolue de façon inversement propor-
tionnelle à sa compréhension. Ainsi, si le populisme, dont la
mention en puissance le place au centre des attentions, est
auparavant largement utilisé - présenté par certains comme
le stade ultime de la démocratie, par d'autres comme un
simple phénomène passager, il fait rarement l'objet d'une
definition claire. Le flou qui règne autour de son sens est d'ail-
leurs parfois utilisé par les partis politiques traditionnels dans
une rhétorique visant à décrédibiliser des partis ou mouve-
ments non-conventionnels, qui s'inscrivent pourtant dans une logique
démocratique. Toutefois, le populisme semble s'imposer comme
le courant phare de ce début du XXIe siècle, au sein des dé-
mocraties à travers le monde, parmi lesquelles l'Europe, mais
egalement de grandes démocraties comme les États-Unis, le Brésil
ou encore l'Inde.

La notion de populisme renvoie à un moyen de mobilisation
par lequel un leader charismatique fait appel au peuple en
cherchant à créer une relation directe avec lui, au-delà
ou contre les élites traditionnelles. En ce sens, le populis
apparaît indissociable de la notion de démocratie, et plus particulièrement, de démocratie représentative, qu'il dénonce. Il se montre au contraire attaché à une démocratie directe, dans lequel le peuple joue un rôle d'une réappropriation de sa souveraineté. Il est vrai qu'en théorie, la démocratie, qui signifie en grec, « dème » (le peuple) et « kratos » (le pouvoir), renvoie à la notion de souveraineté populaire. D'ailleurs, la démocratie est définie par Abraham Lincoln et reprenue dans l'Article 2 de la Constitution de la Ve République - ainsi : « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Pourtant, à l'heure d'une mondialisation effrénée et d'une rupture accélérée entre le peuple et ses élites, la démocratie semble s'éloigner de cet idéal. C'est dans ce contexte que le populisme apparaît comme une évolution naturelle de la démocratie : autant pour ses défenseurs, comme l'idéal vers lequel elle tendrait - en tant que le populisme rédempteur au peuple sa souveraineté - , que pour ses détracteurs, en tant que vice vers lequel elle serait condamnée - en tant que le populisme se nourrit de la faiblesse inhérente au concept même de démocratie représentative. Ainsi, il convient de se demander : en quoi le populisme, en se présentant, à tort, comme un vecteur de réappropriation, par le peuple, de sa souveraineté, fait-il pester, sur la démocratie, une menace profonde et durable, et appelle-t-il, à terme, à repenser l'idéal démocratique ? Alors que le populisme semble être directement lié au régime démocratique, dans sa volonté de réappropriation, par le peuple, de sa souveraineté, il se pose, en réalité, en contradiction avec l'idéal démocratique à bien des égards (I). Toutefois, la percée du populisme dans les régimes démocratiques contemporains pose la question de la représentation populaire, par les élites, et appelle ainsi à réintroduire des éléments de démocratie directe en leur sein (II).
Si le populisme apparaît, à premier abord, comme un vecteur démocratique, en tant qu'il remet la volonté populaire au centre des préoccupations politiques (I. A), il ne demeure pas moins en contradiction avec la démocratie, dès lors qu'il se nourrit d'autres intérêts que ceux qu'il prétend défendre (I. B).

Tout d'abord, le populisme semble directement lié à la notion de démocratie, du fait qu'il dénonce les dérives de la démocratie représentative et lui préfère le format de la démocratie directe.

En effet, le courant populiste se refuse à voir apparaître, entre le peuple et le pouvoir, des intermédiaires, des « représentants » qui monopoliseraient aux dépens de la volonté populaire, l'exercice du pouvoir. C'est ainsi qu'il reçoit, au cœur de son projet, l'idéal de la démocratie directe. Cette dernière trouve ses racines dans la démocratie athénienne, où les débats entre citoyens grecs avaient lieu via la participation et la concertation de tous, au sein de l'« Ecclesia ». La démocratie athénienne se fondait sur les trois principes suivants : l'économie ; à savoir, tous les citoyens étaient égaux devant la loi ; l'agoratie : tous pouvaient formuler des projets de loi et les soumettre au reste des citoyens ; la sténochocratie : les magistrats étaient tirés au sort. Périclès ajoutera ensuite, à ces trois principes majeurs, un quatrième : la métaphorie, qui renvoie à l'indemnité que les citoyens étaient en droit de toucher pour participer aux activités politiques de la cité et ainsi compenser, par les pouvoirs, le manque à gagner des journées de travail non-effectuées. Ainsi, les vertus de la démocratie directe auxquels font référence les mouvements populistes puisent leur source du modèle athénien.
Le modèle est ensuite repris au siècle des Lumières, par Jean-Jacques Rousseau, dans sa théorie de la «volonté générale». Selon lui, la volonté générale, c'est-à-dire la volonté du peuple, ne se représente pas. «Elle est elle-même ou elle est autre; il n'y a rien au milieu», Rousseau affirme alors l'idée d'un peuple qui pourrait être sollicité à portée de regard. De même, Montesquieu, dans son ouvrage De l'Esprit des Lois, affirme que seul le tirage au sort est véritablement démocratique. Les élections, qu'elles soient de régime aristocratique, du moins qu'elles impliquent nécessairement une sélection. Pourtant, il convient ici de nuancer les vertus de la démocratie directe, dont les populistes se font les défenseurs.

En premier lieu, il faut se garder d'idéaliser les principes de la démocratie athénienne. Tout d'abord, tous les citoyens étaient égaux devant la loi (isogénie), certes, mais toute la population n'avait pas, à la base, au statut de «citoyen». En effet, les femmes, les esclaves ou encore les esclaves en étaient privées tandis que les paysans, de par la distance géographique qui les séparait du lieu de pouvoir, en étaient de facto exclus. Ensuite, tous les citoyens pouvaient proposer des projets de loi (isagorée) mais pouvaient également y laisser leur vie si les projets provenaient de l'extérieur. De même, les magistrats étaient tirés au sort (tachécratie) à l'exception des stratégies et trésoriers, jugés les plus importants et donc nécessitant d'être élisés par des technocrates. Par ailleurs, si tirage au sort il y avait, ce n'était pas par rendre au peuple son pouvoir souverain (comme le théorisait Montesquieu) mais bien plutôt par faire exercer, sur terre, la loi de Dieu.

En deuxième lieu, il convient de rappeler que les défenseurs même de la démocratie directe, à l'image de Rousseau et Montesquieu, étaient conscients des limites de celles-ci. Dans la mesure où les conditions de sa mise en œuvre sont extrêmement exigeantes, voire impossible à remplir: la démocratie directe ne peut s'illustrer que dans un petit État, où tous, en son sein, se connaissent et où règne une nécessité de richesse égaleitaire entre les citoyens. C'est ainsi que Rousseau affirme : «Si j'y avais un peuple de deux, il se gouvernerait démocratiquement. C'est un gouverne-
ment trop parfait pour convaincre les hommes.
Par ailleurs, au-delà même de ce fait qu'un régime démocratique directe n'est aujourd'hui pas possible, au vu de l'étendue des territoires et du nombre d'habitants que le États modernes dirigent, un tel régime ne serait pas non plus souhaitable. Benjamin Constant défend l'idée selon laquelle la démocratie représentative, en permettant à ses citoyens de déléguer l'activité politique à des intermédiaires (les représentants), leur offrait la liberté de voyager à leurs occupations et de voir leurs intérêts bien mieux défendus. Cette nouvelle définition de la liberté n'est pas seulement la meilleure, mais elle est également la seule possible, à l'heure où les individus sont émancipés du devoir politique et centrés sur leurs aspirations personnelles.
Enfin, on peut avancer que les citoyens consentent à déléguer leur représentation politique, en tant qu'ils formulent des «vœux volontiers», c'est-à-dire la volonté de se lier les mains dans le présent pour voir leurs intérêts futurs bien représentés. C'est ainsi que dans l'Odysée, Ulysse, conscient du chant envoûtant des sirènes, consent à ce que son équipage s'attache au bateau pour ne pas avoir à succomber au charme des sirènes. Les citoyens font de même quand ils consentent à ce que les banques centrales se chargent de maîtriser l'inflation autour de 2%, par exemple.
En réalité, le populisme, dont l'objectif affiché est de rendre sa souveraineté au peuple, pourrait des intérêts différents de ceux, démocratiques, qu'il prétend défendre.

Tout d'abord, le populisme semble davantage être un style politique qu'un véritable courant idéologique. La preuve, c'est la multitude de mouvements politiques très différents qui se réclament pourtant tous du populisme : du populisme d'extrême droite (le Rassemblement national en France ou encore Jair Bolsonaro au Brésil) au populisme d'extrême gauche (Evó Morales en Bolivie). Ainsi, cette absence de socle idéologique commun, qui amène les différents courants populistes, à se poser en réaction des forces politiques traditionnelles plutôt qu'en réelle force de proposition, aide de son sens le projet démocratique.

Selon Alain Gérard Slama, le populisme s'interdit à lui de changer la société en profondeur et se présente davantage comme une nostalgie du passé et un rejet de la modernité, sans véritable effort de refonte sociale. M. Slama appelle ainsi à différencier ce qu'on nomme « populaire » et « populiste ». Alors que le premier renvoie à une certaine confiance envers la société actuelle, le deuxième se construit exclusivement dans la défiance, et n'ambitionne donc pas de faire avancer la démocratie.

Cet argument s'illustre parfaitement dans la définition du « peuple », que ce donne les populistes. Ces derniers conçoivent la notion mythifiée de « peuple » comme l'agglutinat de toutes les aspirations populaires, sans prendre en compte la diversité d'intérêts qui animent la société. Ils conçoivent alors un « nous », le peuple, homogène et unité, contre un « eux », les élites, la mondialisation ou encore les migrants. La simplification à entrave des enjeux, autour d'ennemis communs, illustre d'ailleurs un certain mépris des populistes envers ce « peuple », qui s'apparentait à un « vilain » de par son ignorance.

Pour ce faire, les populistes s'appuient davantage sur la légitimité charismatique d'un leader qui se présente...
comme un homme provident ou un sauveur, contrairement à la "légitimité rationnelle" (Weber, *Economie et Société*) qui caractérise les sociétés démocratiques. Cette concentration faite sur le charisme des leaders répond à une recherche d'héroïsme dans des sociétés où la technocratie ne fait plus rêver grand monde. Un culte de la personnalité se met ainsi en place, au profit de l'image de l'homme fort : en voit ceci aujourd'hui au travers de figures comme Recep Tayyip Erdogan en Turquie, Vladimir Poutine en Russie ou encore Victor Orban en Hongrie. Pourtant, la légitimité charismatique ne répond pas à l'exigence de stabilité nécessaire dans une démocratie libre lorsqu'au moindre échec, perte de crédibilité ou vieillissement du leader, c'est l'ensemble du gouvernement qui s'effondre.

* * *

Pourtant, la montée en puissance des courants populistes remet en question la capacité de représentation des élites de leur peuple (II. A) et doit, par conséquent, nous amener à recentrer le projet démocratique autour des notions de concertation et de participation populaire (II.B).

* * *

Bien que se posant en contradiction avec les acquis démocratiques, le populisme a néanmoins le mérite de souligner le problème de représentativité dont souffrent aujourd'hui nos démocraties. En effet, le peuple ne semble pas voir en ses élites les représentants crédibles et légitimes qu'il attend, du fait de la rupture de plus en plus grande qui se lie entre ces deux groupes. C'est ainsi que Bourdieu, dans *Noblesse d'État*, grandes écoles, et esprit de corps, décrit une adolescence aristocratique.
sélectionnée entre 20 et 25 ans, anglophone, mondialisée, parfois a-nationale et qui partage les mêmes sures sur les grands sujets. Pourtant, dans de nombreux cas, ceux-ci ne sont pas élus et ne tirent donc pas leur légitimité du peuple, alors que leurs décisions ont un impact direct sur celui-ci. C'est le cas de grandes organisations internationales, comme le FMI ou la Banque Mondiale, mais c'est également le cas de l'Union européenne, directement touchée par la montée des populismes en son sein. En effet, bien que les prérogatives du Parlement européen aient été élargies récemment, l'UE donne l'impression d'une institution orchestrée technocratiquement à Bruxelles, sans la consultation des peuples. Et quand celui-là a lieu, mais qu'il ne correspond pas aux schémas politiques pré-conçus, comme cela a été le cas dans les référendums concernant la Constitution européenne de 2005 (rejetée à 55% par les Français), alors on fait revoter les populations ou on passe par la voie parlementaire, pour adopter le traité de Lisbonne. Par ailleurs, dans bien des cas, l'UE renvoie l'image d'une institution qui privilégie le droit ou les règles de concurrence à la protection des peuples et qui contribue ainsi à la « dépossession des peuples ». Cette rupture entre le peuple et les élites est décrit par Christophe Darc dans *La révolte des élites* (en référence à *La révolte des masses* d'Ortega y Gasset), comme un entre-deux dangereusement alimenté par les élites, en fréquentant exclusivement les mêmes classes sociales. Les mêmes ordres de pouvoir et même les lieux de loisir.

Finalement, le risque est celui d'une dérive « égestocratique » de la démocratie, à savoir le risque d'un gouvernement qui tire sa légitimité du savoir des experts et non de la volonté du peuple. C'est d'ailleurs la principale critique qu'ont formulée les « gilets jaunes » en France. Il convient toutefois ici de ne pas donner raison à Platon qui, dans son ouvrage *La République*, disait ne pas faire confiance au peuple, ignorant et volatile et appelait à donner le pouvoir exclusivement aux philosophes. Il se présumerait du risque d'une « démocratie d'opinions », à vouloir toujours privilégier les exigences populaires, mouvantes et parfois contradictoires, à l'exercice de la raison.
Enfin, il convient, afin de répondre intelligemment au risque de dérives populistes au sein de nos démocraties, de réintroduire, dans la démocratie représentative, des éléments de la démocratie directe, à savoir de concertation et de participation citoyenne. Pour ce faire, plusieurs pistes de réflexions et recommandations peuvent être avancées :

Em premier lieu, les éléments de « démocratie de proximité » gagneraient à être approfondis et diversifiés, afin de « démocratiser » la démocratie à plusieurs échelles. C'est d'ailleurs la tendance que tente d'instaurer la loi française du 27 février 2002 sur la démocratie de proximité. Ainsi, les collectivités locales, l'association de la société civile et encore les institutions régionales pourraient être davantage incluses dans l'effort de « démocratisation » en organisant davantage la participation citoyenne.

En deuxième lieu, les formes de « contre-pouvoir » que représentent les référendums ou encore les pétitions pourraient davantage être sollicitées, comme c'est le cas pour l'Initiative citoyenne européenne de l'UE, qui nécessite au moins 1 million de personnes et 1/4 des pays membres représentés. Il convient toutefois d'apporter une attention toute particulière au référendum qui, en l'absence d'une véritable culture de cet exercice démocratique, peut s'avérer...
dangerous pour la démocratie, du fait de son caractère mani-
cheïn, de son caractère irréversible (ou difficilement réversible)
et des problèmes qui se posent quant à la formulation de la
question. L'illustration parfaite de cette menace est le référendum
de 2016 menant au Brexit. Enfin, l'usage du référendum peut
être amené à nous poser d'autres questions : faut-il rendre son
vote obligatoire ? Faut-il reconnaître le vote blanc.
En troisième lieu, on peut faire appel aux nouvelles technologies
de l'information et de la communication afin de renforcer la
démocratie participative. Comme le propose Henry Oberdoff
dans son ouvrage Le démocratie à l'ère numérique. Cette
proposition incluerait toutefois le problème de la fracture numérique (20% des Français n'ont
jamais eu accès à internet) et le risque des ingérences
étrangères à travers des cyber-attaques. Le e-citoyen pourrait
alors être consulté en ligne sur différents projets de loi par
exemple, comme c'est aujourd'hui le cas en Estonie.
Toutefois, ceci simplifie que les individus ne se départissent
pas de leur devoir de citoyen car, comme l'affirme Alain
Duchesne dans ses Tragédies sur le pouvoir, "un peuple qui n'endort en
liberté se réveille en servitude". Les gouvernements doivent donc
exercer un contrôle continu et efficace sur leurs gouvernements,
a qui appelle à une participation électorale accrue. Pour ce
faire, les citoyens ont besoin d'être sensibilisés aux enjeux
politisques, comme le démontre Daniel Caxie, présente
leur en caché. Cela pourrait passer par une introduction
aux sciences politiques du collège-lycée par exemple.

* * *

Pour conclure, le populisme n'apparaît
pas comme l'avenir de la démocratie, ni en tant que l'idéal vers quoi elle tendrait ni comme issue auquel elle serait condamnée. Si la récente montée du populisme, dans ses dérivées de démagogie et d'autoritarisme, nous montre les dangers qu'elle fait peser sur la démocratie, elle nous rappelle aussi les imperfections de la démocratie représentative.

Pourtant, celles-ci n'ont rien d'inévitables et gagneraient à être contrébalancées par la réintroduction d'éléments de concertation et de participation populaires ; car si le caractère mouvant de la démocratie fait peser sur son lent enracinement un risque permanent, elle ne demeure pas moins, comme aimait à le rappeler Winston Churchill, "le plus sage et le plus juste régime politique à l'exception de tous les autres." Il convient ainsi de la chérir et de le préserver de toute potentielle dérive.